

LA CHRONIQUE DOCUMENTAIRE ET DES MÉDIAS d'Henri Valot et Patrick Zimmermann

"SAISIR LE DÉTAIL FORTUIT", LA PHOTOGRAPHIE MOZAMBICAINE EXPOSÉE EN INDE

Il est à Maputo une école de photographie – le *Centro de Formação Fotográfica* – qui forme de nombreux photographes et dessine un certain regard mozambicain. Fait quasi unique sur le continent : l'autre école africaine se trouve au Nigéria.

Dans la lignée du travail ouvert par son directeur, Ricardo Rangel, une dizaine de photographes professionnels enseignent, suivent et illustrent les événements de l'histoire contemporaine du Mozambique. Les œuvres les plus significatives de R. Rangel ont été récemment rassemblées dans un ouvrage publié par la Coopération française. La *Revue noire*, dans son numéro de janvier 1995 consacré à la culture mozambicaine, a publié les plus représentatifs de ces photographes (R. Rangel, R. Assubuji, K. Nam, S. Santimano).

Par ailleurs, le directeur de l'hebdomadaire indépendant *Savana* est le photographe Kok Nam. L'image occupe une place importante dans le journal, puisqu'y participent de même des photographes reconnus comme Joel Chiziane et Alfredo Mueche. Tous

travaillent dans la lignée du maître R. Rangel : scènes politiques autant que quotidiennes, utilisation du noir et blanc, gros plans et modernité du cadrage, caractérisent la photographie mozambicaine contemporaine.

Sérgio Santimano appartient à cette école et, après avoir approfondi sa technique photographique à Uppsala, en Suède, il est revenu au Mozambique en 1992 pour y suivre les différentes étapes de la transition démocratique. Il s'agit bien de photo-reportage, toujours enrichi cependant d'une "histoire", d'un drame. Ainsi dit-il avoir appris de l'école d'Uppsala le suivi d'un sujet et la constitution, au-delà du seul reportage, d'"histoires". La première des histoires de la paix racontées par Sérgio Santimano est celle de Luisa : paysanne amputée d'une jambe emportée il y a longtemps par une mine, rencontrée dans les rues de Maputo occupée à survivre par la vente de bières et de cigarettes. La signature de l'accord de paix marque pour Luisa la possibilité de revenir à sa *machamba*, dans la province d'Inhambane. En 1987, la guerre menaçait l'ensemble de la

province et elle avait alors été contrainte de se réfugier à Maputo.

Sur l'invite du photographe indien Ragubir Singh, Sérgio Santimano a présenté, en janvier dernier, l'histoire de Luisa à la Piramal Gallery située au NCPA (*National Center for the Performing Arts*) de Bombay. La presse indienne – une presse active, curieuse – a couvert l'événement. Outre des articles publiés dans le *Times of India*, le *Bombay Times* et *Mid-Day*, la télévision de l'État du Maharashtra a filmé l'exposition et interrogé le photographe. Très peu de ces journalistes connaissaient le Mozambique, certains s'intéressaient cependant à la paix revenue dans ce pays qui leur fait face, au-delà de l'océan Indien. Tous enfin ont questionné Sérgio Santimano qui, pour être de nationalité mozambicaine, présente toutefois des traits typiquement indiens.

Santimano est d'abord le nom d'une famille du Sud de l'État de Goa ; c'est aussi celui de nombreuses *varzias* (rizières) et d'une petite chapelle de Colva, village goanais. Le premier des Santimano se rendit au Mozambique dans les années vingt, pour y assumer les fonctions de collecteur d'impôts

dans le district d'Angoche (province de Nam-pula). Puis le père de Sérgio Santimano fut nommé, à la fin des années quarante, directeur de l'hôpital central de Maputo. Sérgio, enfin, né au Mozambique, s'était rendu très jeune à Goa, et redécouvrait enfin l'Inde après trente-cinq ans d'absence. Ensemble, nous avons retrouvé les derniers représentants de la famille Santimano à Goa : vieilles dames nostalgiques et sympathiques, vivant dans ces grandes maisons indo-portugaises. Dans un excellent portugais, elles nous ont raconté l'"invasion" de Goa par l'Inde en 1961, et la transformation de leur "pays". Elles ont rappelé aussi les liens de la "perle de l'empire portugais" aux lusoto-pies africaines, les longues traversées en bateau, l'aventure mozambicaine pour les fonctionnaires goanais de l'administration portugaise.

Sérgio Santimano a découvert de nouvelles histoires, à Bombay comme à Goa. La presse mozambicaine, à son retour à Maputo, s'est chaleureusement intéressée à son voyage. Il peut ainsi aujourd'hui préparer une exposition indienne à Maputo.

Mars 1995

Henri VALOT

THE SUNDAY TIMES OF INDIA

8 JANVIER 1995 (*)

Sérgio Santimano, photographe mozambicain, dont les photos sont actuellement exposées à la galerie Piramal, a montré la guerre de son pays, du point de vue d'une paysanne. Nancy Adajania s'entretient de son exposition avec lui.

"Où que j'aille, il me faut toujours retourner à mon théâtre d'opération au Mozambique", dit en riant Sérgio Santimano. Mais si vous croyez qu'il s'agit ici d'une rencontre avec un acteur itinérant, vous vous fourvoyez. Encore qu'après tout, vous ne soyez peut-être pas si loin que ça de la vérité.

Sérgio Santimano, 39 ans, enfant d'un habitant de Goa et d'une mère mozambicaine, est un serviteur ambulant de la chambre noire ; son objectif s'arrête sur des gens déplacés, sur des réfugiés écartelés par une guerre qui dura seize ans (de 1976 à 1992) et fit environ un million de morts, sans compter quelques quatre millions et demi de personnes en fuite à travers le pays dont il est originaire. Au comble de l'horreur, il y a le silence ; il y a aussi la route qui vous rapproche des assourdissantes canonnades de l'artil-

(*) "Arresting the accidental detail", *The Sunday Times of India*, 8 janvier 1995, p. 12.

lerie, ce chemin que l'on se doit de suivre soi-même, comme dit le photographe, et que l'on appelle en portugais *caminhos*. Il tire le titre de son exposition de cette route, sur laquelle des histoires énigmatiques et poignantes semblent dictées par ceux qui tiennent éphémèrement entre leurs mains les destinées de l'Afrique post-coloniale.

– *Qui dit représentation dit forcément parti pris idéologique ; toute scène passant en quelque sorte au crible de ce que l'objectif inquisiteur retient finalement. La seule Afrique dont il semble que l'on puisse rendre compte est un continent traditionnellement entraîné par le rythme de tragiques fatalités, un continent de guerres ethniques et de membres décharnés, de coiffes multicolores et de mains laborieuses.*

Les gens disposent de fort peu d'informations au sujet de l'Afrique. J'ai bien conscience du pouvoir et de la responsabilité qui résultent d'une unique prise de vue. Pour beaucoup, l'Afrique se résume à un défilé d'enfants affamés.

– *Sans doute. Mais il convient également de souligner qu'il existe de nombreuses Afriques, dont les spécificités ont été altérées par les découpages coloniaux. Votre exposition ne prend ni le parti pris de l'image charitable, dans le genre d'une publicité pour la BBC, ni celui de la marginalité généralement privilégié par la culpabilité occidentale. Au contraire, nous percevons une histoire de survie, dont la protagoniste principale est Luisa, une paysanne victime de la guerre qui a perdu une jambe. Elle a fui vers Maputo, la ville où vous êtes né, et la capitale du Mozambique, pour y mener la vie précaire d'une marchande des rues.*

Laissez-moi vous conter ma première rencontre avec Luisa. J'ai travaillé pour une agence de presse au Mozambique entre 1984 et 1987. J'étais sans cesse confronté à la mort, dans mon labo comme au dehors. En 1991, j'ai étudié la photographie documentaire à l'école Bishops-Arnaud en Suède. En 1992, j'ai rencontré un célèbre écrivain mozambi-

cain qui m'a suggéré des thèmes que je pourrais aborder : le racket de la prostitution, les orphelins de guerre et le *Dumba Nengue*, un marché noir en pleine expansion qui donne aux petits reven-deurs de vagues moyens de subsistance. Je disposais de cinq semaines pour traiter mon sujet d'examen : je me levais à quatre ou cinq heures du matin, marchant pendant des heures sur les traces du *Dumba Nengue*. J'attendais mon heure, un signal. Une nuit, j'étais dans la rue en train d'acheter de la bière quand une femme m'a demandé de l'intérieur d'un magasin "Veux-tu faire une photo?". C'était Luisa.

– *À partir de ce jour, vous avez assisté à ses activités de marchandage comme à ses instants de repos, à ses moments d'épuisement comme à ceux où la capacité d'endurance l'emportait. Or, les photographies redonnent une dignité humaine au portrait. Luisa n'est pas présentée comme une déesse mère archétypale ni comme une Mère Courage. Le peigne et la brosse à ongles illustrent le drame du corps de cette femme qui est moins soutenu par une paire de béquilles que par une inébranlable volonté. C'est très net notamment dans la séquence du travail aux champs. Sur l'un des tirages, une main accompagne l'eau qui coule d'une coquille placée au-dessus de sa tête. Un rituel purificateur ? L'eau fraîche redonne de la vigueur aux cheveux brûlés par le soleil qui sont comme un sol assoiffé.*

Pour moi, ceci a correspondu à un moment très rafraîchissant. La guerre était finie, Luisa et les autres réfugiés s'en étaient retournés dans leur village à Inhambane. L'eau est versée sur sa tête par une amie après une dure journée de travail.

– *Existe-t-il une tradition de photo-journalisme au Mozambique, qui ait joué un rôle dans la contestation du brutal régime colonial puis du gouvernement du FRELIMO ?*

Ricardo Rangel, qui a enregistré les conditions d'existence endurées par les Noirs à l'époque coloniale, constitue

une référence importante pour la photographie mozambicaine. Son approche m'a beaucoup influencé au début de ma carrière, lorsque je travaillais pour le magazine *Domingo*, comme c'est d'ailleurs le cas pour beaucoup de mes confrères. Au lendemain de l'indépendance, le meilleur des photo-journalistes fut Kok Nam, qui sut mettre l'accent sur les problèmes rencontrés par les Noirs.

– Avez-vous été influencé par les courants actuels de la photographie de reportage au cours de vos études en Suède ?

Au Mozambique, mes collègues prenaient des photographies qui se ressemblaient toutes. Elles n'avaient aucune dimension personnelle et n'étaient pas très novatrices d'un point de vue technique. En Suède, j'ai emmagasiné un grand nombre d'idées et de techniques. Avant de partir là-bas, je n'étais guère qu'un photo-journaliste couvrant des événements au quotidien. Je ne me consacrais pas à des sujets, à des projets à long terme.

– C'est un truisme de dire qu'il n'existe pas de cadrage objectif ou neutre. Même dans le contexte d'un reportage banal, on ne saurait oublier ses responsabilités et faire abstraction de ses penchants politiques et émotionnels.

Je travaille maintenant en indépendant, sur des projets de mon choix. Quand j'étais employé par l'agence de presse, je prenais des photos pour le gouvernement du Frelimo. Ils avaient combattu le racisme et le colonialisme mais leur guerre contre les forces armées de la Renamo aura été d'un coût très élevé sur les plans humain et social. Maintenant la situation politique a évolué, une direction multipartisane a vu le jour. Aujourd'hui, je perçois très clairement les erreurs d'hier.

– Vous vous êtes intéressé à la démolition des soldats de la Renamo. Le

front d'un soldat qui s'approche du bureau d'inscription est coupé. Dans l'angle gauche de l'image, un nœud coulant apparaît partiellement, son aspect menaçant semble désamorcé par le taquet qui le retient.

Le nœud coulant symbolise le rôle meurtrier du soldat, et le début de sa nouvelle vie dans le civil.

– Le nœud coulant capte l'attention. Dans une autre de vos photos apparaît le corps cadré de près d'une fillette noire qui tient une poupée blanche contre sa poitrine. Son regard souriant nous est dissimulé par le bord supérieur de l'image. La blancheur du tricot de la poupée fait contraste avec les mains couleur d'ébène. Mais on ressent soudain un choc visuel. Le long de la clavicule de la petite fille, on perçoit une trace de sang. Ou est-ce une déchirure de son vêtement ? Il s'agit en fait d'une tresse noire ajoutée à la natte de la blonde poupée manufacturée. Avec cet élément supplémentaire, la blancheur à la connotation raciste du jouet est transfigurée. Il y a réappropriation consciente d'un jou-jou idéologiquement marqué.

En Suède, on m'a appris que c'était le petit détail attirant le regard qui fait l'image. J'aime bien la vision d'un chat noir surgissant au milieu d'un portrait dans une chambre blanche.

– Le détail fortuit, lié aux risques pris et fruit de la contingence, apparaît souvent plus beau que lorsqu'on a affaire à une image pensée à l'avance et soigneusement construite. Ceci dit, sans vouloir tomber dans les catégorisations schématiques, vous exposez vos tirages dans un centre dédié à la photographie artistique...

Je comprends la contradiction que vous suggérez. L'art n'est pas important à mes yeux, c'est la communication qui compte.

(Traduit de l'anglais par Lesley Daloz).

AQUI-AGORA, A ARMA DO POVO (*)

Préferons ici au monde lisse et poli que décrit la chaîne *Globo* – quatrième pro-ducteur mondial d'images –, d'autres regards sur le Brésil. Armons-nous, un instant de cette "arme du peuple"...

Le journaliste essoufflé suit avec peine les policiers et décrit au téléspectateur le décor sordide de la *favela* qu'il traverse. La police envahit les bicoques, le journaliste halète, s'exclame, entre deux souffles proteste de la misère du lieu. Le cameraman n'a pas la tâche aisée, le long plan fixe de l'image bascule au rythme de la course. Voici enfin l'image posée, notre journaliste-aventurier entre dans une maison, se fraye le passage pour interroger les protagonistes d'une scène devenue familière sur la chaîne 4. Les représentants de la paix, en temps de guerre sociale, exhibent leur butin (armes, carnets de chèque ou cocaïne), affirment à la caméra que l'information était juste et qu'il s'agit bien de deux délinquants recherchés depuis longtemps. Le journaliste apostrophe les accusés : l'un cache son visage à cette impudente caméra, l'autre, nullement gêné, salue le journaliste de son prénom et clame aux téléspectateurs son innocence. Tous deux seront embarqués par la police militaire brésilienne, sous les yeux accusateurs d'une caméra interventionniste et de dix millions de téléspectateurs.

Il ne s'agit cependant pas d'un scénario de fiction. Nous nous trouvons à São Paulo, au cœur de l'aventure quotidienne de cette ville de trente millions d'habitants dont l'émission *Aqui-agera* se veut le plus fidèle témoin.

Oubliés Pain de Sucre et Corcovado, orgueil des cariocas de Rio de Janeiro ;

quittés rythmes de samba et frasques de carnaval. La chaîne 4 (SBT) invente ici un nouveau type de journalisme, l'information en temps de crise. Ici et maintenant, au cœur du drame social. C'est, pour l'observateur, une leçon sans pareille, un affront à l'imaginaire tropical, un réveil à la réalité explosive d'un doux pays nommé Brésil. Et le téléspectateur de se balancer sur son fauteuil, embarrassé d'une telle misère étalée, heurté par ce voyeurisme promu règle de travail, par l'outrecuidance de ces journalistes faits justiciers. Notre téléspectateur ne se balancerait pas moins, inconfortablement installé dans un autobus de la banlieue de São Paulo. Une autre façon de se déplacer serait de parcourir Rio de Janeiro selon les courbes de ses plages, en limousine aux vitres fermées ; le Brésil que la *Globo* s'est efforcée de montrer...

Aqui-agera, ou le voyage au cœur de la boue sociale, des antagonismes de classe, de la mort sur commande, de la détresse de celui qui, par une sorte d'acte ultime, s'adresse à la télévision. Ces images rendent compte d'une urbanité anarchique, d'une crise sociale et politique sans précédent : inflation et chômage alimentent et accompagnent la plus sévère crise de confiance de la population envers les institutions de l'État.

Parce que l'on ne sait plus à qui se vouer – police corrompue, justice paralysée –, on appelle et fait intervenir *Aqui-agera* : pour le mois de juillet 1993, près de 2 500 lettres et appels téléphoniques. Réclamations, plaintes et signaux de détresse : contre un voisin importun, un patron qui ne paye pas ses salaires, un enfant disparu. *Aqui-agera* vérifie d'abord la réalité des faits avancés et intervient publiquement

* "Ici-maintenant, l'arme du peuple" : nom et slogan d'une émission d'information de la chaîne 4 au Brésil.

auprès des voisins, exige du patron qu'il assume ses responsabilités, cherche la trace de l'enfant. Voici donc le journalisme fait par et pour une société civile en crise, un journalisme posté aux lieux les plus critiques du mal social. Aux cas de police traités par l'illustre Gil Gomes, celui qui des années durant a déversé à la radio de dramatiques récits de viols et de meurtres, sont mêlés la défense du consommateur du journaliste Celso Russomano, la solidarité civile dont fait preuve telle association, ou encore l'acte de bravoure de ce pompier. Aux heures de grande écoute (19-20 heures), cette émission offre à la société brésilienne la possibilité de trouver règlement à ses conflits, en défiant bien souvent l'impuissance de l'État.

Ce voyage au cœur du réel, auprès de ceux qui n'ont pas de voix, ne va pas sans poser de problèmes. Les journalistes, juges médiatiques, s'autorisent l'accusation publique ; ainsi, pleuvent à leur endroit nombre de plaintes et procès, pour intrusion de domicile, diffamation ou autres désobligeantes incartades. La bonne société brésilienne n'y voit qu'œuvre sensationnaliste et les journalistes d'une autre génération dénoncent une déontologie piétinée par ces nouveaux reporters du réel.

Aqui-agera, populiste et populaire, séduit les plus démunis, embarrasse la hiérarchie, invente surtout un nouveau traitement de l'information. Les reportages se permettent une durée qu'aucun journal télévisé ne peut offrir ; le plan fixe s'autorise mouvements et bascules ; l'arrivée de l'équipe et l'intervention du journaliste bien souvent transforment la situation en la rendant immédiatement publique. S'opère ainsi sous nos yeux un double travail : d'abord, en la constitution de nouvelles règles journalisti-

ques, dont la première est l'interventionnisme. Elles conduiront un jour Sergio Frias, journaliste pour le moins courageux, à s'offrir en otage pendant de longues heures en lieu et place d'un enfant qu'un voleur échangeait contre sa liberté. Puis, en ce que l'émission rend possible l'invention de nouveaux modes de règlements sociaux, autonomes et directs.

Aqui-agera s'est fait bombe sociale et télévisuelle, formidable écho de la société brésilienne. De la télévision à la société, un lien s'est installé, de nouveaux modes d'intervention sociale apparaissent. Le journaliste Celso Russomano, par son honnête travail de défense du consommateur, est devenu conseiller au Tribunal des Petites Causes : une légalité viendrait donc confirmer ce travail journalistique dont on comprend aujourd'hui la portée et le pouvoir. Leçons démocratiques, exemples de règlements sociaux et catharsis d'une violence quotidienne composent ce journal de l'inconnu : l'ici et le maintenant d'une société brusquée par sa modernité.

Pour finir, l'image d'une tragédie connue, qui toutefois demeure : les habitants du Nord-Est du Brésil, fuyant la sécheresse du *Sertão*, descendent vers les grandes villes du Sud et espèrent de São Paulo un avenir plus décent. Cette famille débarquant à São Paulo, absolument démunie, absolument perdue, n'a eu pour premier réflexe que de s'adresser au siège de l'émission. Je les ai rencontrés, at-tablés dans une grotte du coin par les soins d'une secrétaire du journal, qui cherchaient désespérément des places libres dans un foyer de la grande ville hostile.

Août 1993

Henri VALOT

"ALTERNATIVES À L'UNIFORMISATION [ANGLO-AMÉRICAINE] - TROIS ESPACES : FRANCOPHONIE, HISPANOPHONIE, LUSOPHONIE"

Cet intitulé fut celui d'un colloque tenu les 17 et 18 mars 1995 à Paris (en l'Assemblée nationale), organisé, à la demande de M. Toubon, par l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) et l'Agence de coopération Culturelle et Technique avec la collaboration de la Maison de l'Amérique latine et de l'Union latine.

La thématique de ce colloque rejoignait les préoccupations des membres et des lecteurs de *Lusotopie* qui, dans la quatrième de couverture de son n° 1-2, annonçait parmi ses buts : "faire prendre conscience [aux mondes francophones] que la lusophonie est, avec l'hispanophonie, l'un des principaux remparts contre l'anglophonie envahissante".

Cela méritait donc qu'on y consacrait ces quelques lignes, d'autant plus que la démarche de type partenariale de ce colloque tranchait nettement avec la politique que la France avait pratiquée dans ce domaine.

Les objectifs de ce colloque étaient de :

- sensibiliser nos partenaires latins à la problématique de l'uniformisation culturelle ;
- mettre en contact des individus –leaders d'opinions, journalistes, écri-

vains, scientifiques –, afin de débattre "en toute franchise" des problématiques de leurs communautés linguistiques respectives ;

- faire "remonter" la thématique auprès des décideurs véritables de la latinité dans leurs pays respectifs – politique des "petits pas" que M. Toubon, pour plus d'efficacité, avait jugé bon de commencer par une réunion des ambassadeurs des pays "néo-latins" ;

- se tenir mutuellement au courant de l'état d'avancement des réflexions et de la construction des communautés linguistiques de nos partenaires luso et hispanophones.

Quelques éléments d'analyse permettront d'envisager les suites que l'on est en droit d'espérer de la tenue de ce colloque. Par commodité, les différentes prises de positions sont ici regroupées par aires linguistiques. Nous ne suivrons cependant pas l'ordre alphabétique choisi pour le titre du colloque et garderons pour la fin l'aire lusophone qui nous intéresse davantage. Espérons que personne n'y verra une quelconque volonté d'hégémonie ...

Ainsi, l'initiative de ce colloque venant de la francophonie et celui-ci se déroulant en France, les positions françaises sont exposées en premier.

LA FRANCOPHONIE

La France est apparue préoccupée par le déclin de sa langue et a lancé d'entrée les postulats suivants :

- nos espaces linguistiques sont menacés par l'apparition des info-routes dont le processus est inéluctable,

- il est du devoir des États de défendre les langues au nom du pluralisme culturel,

- l'évolution récente des sciences implique plus que jamais une politique volontariste et rigoureuse de la part des États.

Faisant sans doute l'hypothèse que ces postulats étaient partagés par les personnes présentes, les représentants (français) de la francophonie semblaient en tirer la conclusion suivante : puisque le partage d'une langue (également porteur de responsabilités communes) se montre source indiscutable de solidarité et s'est révélé être une alliance prometteuse dans le cas francophone, pourquoi ne pas favoriser le rapprochement des trois aires latines, qui ont en commun d'avoir eu un passé colonial et ont une volonté commune de "marquer le monde de leur empreinte civilisatrice" (l'expression est de M. Toubon) et de défendre des conceptions très proches des droits de l'homme ?

Pour appuyer cette thèse du rapprochement nécessaire des représentants des trois sphères linguistiques, référence est faite aux forces du marché :

- être présent dans les nouveaux médias est extrêmement coûteux (inforoutes, satellites, agences de presse...),

- pour être concurrentiel en matière de productions télévisées il faut réduire les coûts et donc coproduire. Les sommes à investir pour soutenir la concurrence dépassent les possibilités d'un seul État latin, voire même celles d'un regroupement d'États comme celui des États francophones et justifient la recherche de nouvelles alliances.

Au-delà de ses seuls représentants institutionnels "franco-français", comme pour mieux convaincre, la francophonie s'est livrée sans fard et "multiple". C'est ainsi qu'ont pu s'exprimer les francophones du Maghreb, d'Afrique et du Québec.

Pour le représentant de cette première "sous-aire", le français au Maghreb est aujourd'hui en concurrence avec une autre langue "impériale" (l'arabe). Le français y est bien sûr une langue de culture et de résistance face à la montée de l'intolérance mais c'est aussi une langue qui est en train de rejoindre le statut qu'avait jusqu'à présent l'arabe, celui de la langue de l'empire destitué... Et de citer la confidentialité actuelle des Départements de français des universités américaines où il est allé récemment (où la langue japonaise est désormais mieux représentée !), ou bien les colloques littéraires en Europe où, au cas (peu probable) où il n'ait pas su parler anglais, on lui avait prévu un traducteur arabisant... En conclusion, la seule façon de maintenir la francophonie au Maghreb serait, pour lui, de ranimer l'arabité comme source de culture en Europe...

En ce qui concerne la francophonie de l'Afrique sub-saharienne, représentée par MM. Kpara et Lopes, elle a été la découverte de la violence et de l'esclavage, mais aussi celle de la liberté et de l'échange avec les autres Africains et avec le monde moderne. Au-delà, la latinité africaine est également un moyen de découvrir d'autres Afriques, voire les latinités afro-américaines, en particulier celle du Brésil. En aucun cas l'afro-latinophonie ne peut ni ne doit être vécue, selon eux, de façon conflictuelle. Précision utile, car c'est loin d'être dans l'esprit de certaines ex-métropoles.

Quant à nos cousins québécois, ils se posent en représentants du "pragmatisme nord-américain" (sic). Il est vrai qu'ils n'ont plus à convaincre personne quant à la nécessité de défendre une aire linguistique puisque leur peuple le fait depuis trois siècles. L'originalité de leur message tient au fait qu'ils estiment primordial de se battre avec les armes américaines pour défendre le français et, au-delà, le pluralisme linguistique. Plus qu'avec des colloques, ils entendent donc "faire

des choses" dans le domaine des réseaux d'informations, de la création de logiciels, de la production télévisuelle... Ils ont d'ailleurs de l'avance et le font avec efficacité puisque le solde d'échange de

"marchandises culturelles" entre la France et le Québec est favorable à ce dernier. Le problème reste, selon eux, de faire partager nos préoccupations aux entreprises francophones-françaises ?

L'HISPANOPHONIE

L'aire hispanophone, largement représentée, est intervenue exclusivement en espagnol, mettant ainsi en évidence sa bonne santé affichée... bien que la plupart de ses représentants fussent francophones et francophiles. Cette constatation résume à elle seule la position de l'hispanophonie :

- conquérante d'espaces linguistiques, en particulier aux États-Unis où il n'est plus nécessaire de parler anglais (Floride et Californie surtout) ; à noter tout de même que cet essor se fait au détriment de l'enseignement du français aux États-Unis, et qu'il en va de même en Argentine et au Brésil où portugais et espagnol sont en voie de remplacer français et italien...

- galopante, à l'image de sa démographie (bientôt 60 millions d'hispanophones dans les seuls États-Unis...)

- florissante, avec de relativement bonnes perspectives économiques pour cette région, et en particulier pour la "Méditerranée des États-Unis", sous-région qui s'étend jusqu'à l'Amérique Centrale et englobe la Caraïbe. Cette zone, désormais la plus dynamique du continent américain (Miami en est devenu le premier aéroport...) est en mesure de créer ses propres pôles de développement régionaux.

- Seuls bémols à l'optimisme hispanophone :

- la pénétration très faible de la langue espagnole dans le domaine scientifique,

- l'échec des communautés hispanophones à vocation économique (Pacte andin, alliance Mexique-Colombie-Venezuela en panne...)

LA LUSOPHONIE

La lusophonie fut quant à elle représentée par quatre intervenants (dans l'ordre d'apparition) : M. Santos (Brésil), MM. Coimbra Martins et Arantes e Oliveira (Portugal) et M. Jorge (Angola). De l'avis de M. Roy (dirigeant de l'ACCT), cette aire est certes marquée par la "virtualité de ses institutions" mais aussi par sa bonne santé démographique.

Le premier intervenant a exposé une thèse opposant les langues "horizontales" (celles des sentiments, des quotidiens partagés) aux langues verticales (qui ne touchent pas les

espaces vitaux mais visent à la seule efficacité).

L'anglo-américain appartient, selon lui, à la deuxième catégorie et ne lui semble apparemment pas menaçant. Par contre la création territoriale d'espaces de nouvelles horizontalités (rapprochement des sphères latines ?) apparaît fondamentale à l'intervenant (géographe de formation)...

Fait révélateur, M. Coimbra Martins a commencé par s'adresser aux défenseurs français du portugais présents dans la salle (trois ou quatre identifiés), laissant entendre que cela lui

donnait au moins l'assurance d'être entendu... Après avoir dressé un tableau de l'histoire de la langue portugaise (première langue nationale européenne, bien avant le français), il a précisé que la lusophonie était un lieu de permanente discussion de stratégies linguistiques et qu'il fallait considérer cette langue comme "multiple" (la tentative d'harmonisation norme brésilienne-norme portugaise a été un échec). M. Coimbra Martins a en outre affirmé que :

- La langue portugaise devait désormais fournir aux nations (africaines) qui l'utilisaient un instrument de coopération et de développement afin de mieux faire face au problème majeur de l'Afrique, qui est, selon lui, la diversité. Cette remarque est intéressante car elle marque sans doute une volonté officielle de contre-carrer l'influence du français que l'on accuse souvent d'être le cheval de Troie de la Coopération française dans les pays africains d'expression officielle portugaise...

- S'il se révélait exact que l'anglais menaçât véritablement les langues de cultures "nous perdrons notre âme".

- Il était nécessaire de créer, au sein du Conseil de l'Europe, un Institut, sorte d'observatoire des langues, afin de

réaliser un état des langues européennes et de reconstituer le ciment de ce que furent autrefois les études latines...

Son compatriote a confirmé que le monde de la production scientifique, au Portugal, appartenait définitivement à l'anglo-américain et que la latinophonie n'existait pas. Toutefois quelques mesures étaient, selon lui, envisageables pour lutter contre cet état de fait, comme la traduction systématique des productions scientifiques et la promotion de colloques réunissant des scientifiques qui s'exprimeraient uniquement en langues latines.

Quant à M. Manuel Jorge (Angola), dernier intervenant (qui ne s'est pas ouvertement réclamé de la lusophonie...), il a également prôné la constitution de structures de concertation permettant de dégager des actions qui viseraient à se défendre de l'uniformisation culturelle qui nous menace. Toutefois ces structures de rapprochement ne devraient pas s'établir au niveau régional (comme celle suggérée ci-dessus) mais au sein de chacune des trois communautés linguistiques, une instance supérieure "supra-phonique" étant chargée de les unifier et de les mettre en application.

LE DOUTE ET L'ESPOIR

L'intérêt principal de ce colloque résidait dans sa démarche partenariale, dans sa volonté de "mettre à plat" les problèmes qui se posaient à la francophonie afin de voir dans quelle mesure ils étaient communs à nos partenaires et quels intérêts nous aurions à les résoudre ensemble. Il ne fallait donc pas attendre de décisions concrètes. Toutefois quelques lignes de force présentées en préambule (nécessité de protéger nos langues et de faire face aux nouveaux défis technologiques) semblent s'être

dégagées. Quel pouvoir de conviction la francophonie aura-t-elle pu avoir auprès de nos partenaires, quant à la nécessité qu'il y a de nouer de nouvelles alliances ?

D'un point de vue méthodologique, tout acquis que nous sommes, francophone et lusophile, à la problématique soulevée par ce colloque, nous nous sommes fait "l'avocat du diable" et avons essayé (aidé en cela par les réactions recueillies "en coulisse") d'adopter le regard de l'autre.

De la nécessité de défendre nos langues

Cette voie implique que nos partenaires adoptent des mesures visant (telles la loi "Toubon" d'août 1994 ou la loi 101 au Québec) à interdire l'usage d'anglicismes. Sur ce point M. Coimbra Martins s'est permis de souligner que, bien qu'il comprenne cette initiative, il ne la partageait point. Rien de bien étonnant à cela car les responsables de la francophonie ne sont sans doute pas sans savoir que ce genre de décisions concernant la réglementation des usages linguistiques reste fortement marqué par la mémoire de celles qui avaient été prises par les régimes fascistes, il y a moins d'une génération. Dans ces conditions le concept de défense du patrimoine linguistique d'une nation, contrairement à celle de son territoire, peut être difficile à faire admettre, dans la péninsule Ibérique du moins...

Dans le domaine de l'enseignement certaines mesures pourraient également être prises, comme l'enseignement de langues néo-latines dans les cursus scolaires de nos pays respectifs (pour mémoire la deuxième langue vivante étrangère n'est qu'optionnelle chez nos partenaires latins de l'Union européenne). La France se bat depuis longtemps dans ce domaine au moins au sein de la CEE (Communauté économique européenne) et cela a même fait l'objet d'une résolution prise récemment sous sa présidence. Dans l'hypothèse où le problème du coût de ces enseignements serait résolu, à moins de mesures coercitives toujours impopulaires, on voit mal comment les gouvernements pourraient résister aux pressions des parents d'élèves pour le tout-anglais et instaurer une véritable diversification de l'enseignement des langues. Comment par ailleurs convaincre nos partenaires d'enseigner autre chose que l'anglais à leurs enfants, alors même que l'enseignement du portugais est

jugé confidentiel en France? Des membres de l'assistance ont même souligné l'hypocrisie de la France dont le ministère de l'Éducation nationale, tout en parlant de diversité linguistique à l'école, encourageait le monopole de l'anglais...

Autre voie proposée, celle d'un enseignement visant à l'intercompréhension des langues néo-latines à l'école en remplacement de l'étude du latin. L'idée est certes séduisante mais verrait certainement l'opposition des associations de spécialistes, voire de certains ministres. Comment croire, enfin, ceux qui proposent un apprentissage scolaire à l'intercompréhension des langues latines alors même qu'ils sont les premiers à se munir d'écouteurs lorsque l'on parle espagnol... et que, lorsqu'un lusophone a l'audace de s'exprimer dans sa langue, cela provoque un indescriptible mouvement de foule vers les écouteurs... Comme si l'intercompréhension devait être à sens unique.

Au-delà de mesures législatives, des décisions institutionnelles pourraient également être prises. Les seules réponses fournies l'ont également été par l'aire lusophone, qui propose une sorte d'observatoire des langues (seulement néo-latines?) au sein des institutions européennes ou, plus audacieux, une instance supérieure et supraphonique néo-latine. Comment convaincre nos partenaires de la nécessité de se doter d'institutions propres (nationales ou "phoniques" et non pas seulement trans-nationales) alors même que l'on taxe la lusophonie de "virtuelle" et l'hispanophonie d'inexistante?... Il est vrai que les seules académies de langues ne sont pas des interlocuteurs valables en la matière; mais le monde hispanophone, compte tenu de l'idée qu'il se fait de sa vitalité (l'espagnol est considéré, aux États-Unis pour les *latinos*, comme "l'équivalent

de la couleur de la peau pour la communauté noire"), estime sans doute qu'il peut faire l'économie de ce type d'institutions. Quant à la lusophonie, la "dimension horizontale" que les

Portugais ont su donner à ceux qui ont leur langue en partage et leur brillante pratique des groupes de pression inviteraient à relativiser fortement la "virtualité" de leurs institutions...

De la nécessité de faire face aux défis technologiques

L'autre gros effort de conviction de la francophonie devait porter sur la nécessité de regroupement d'efforts des phonies latines face aux défis technologiques. Serons-nous parvenus à faire prendre conscience à nos partenaires que demain, si l'on laisse faire le marché, seules les langues qui auront pu sauter dans le train des info-routes conserveront un pouvoir conceptuel et décisionnel et que, sinon, elles seront reléguées de façon irrémédiable au rang de langue d'exécution et que leur usage se limitera au cercle familial ? Certains témoignages laisseraient penser que nos partenaires latins (ainsi qu'une bonne partie de la communauté scientifique francophone) ont déjà renoncé à l'usage de leur langue (en particulier pour les publications, dans le domaine de l'informatique et des hypermédias)... Cependant, rétorquer aux représentants ibéro-américains (citant le cas du commandant Marcos qui s'exprimait depuis le Chiapas en espagnol sur le "net") que le taux de fécondité n'était pas suffisant pour avoir son droit d'entrer linguistique sur internet n'était peut-être pas le meilleur moyen des les inviter à venir s'installer sur nos "boulevards" francophones de l'information...

Quelques timides pistes ont également été lancées, comme cette déclaration d'intention visant à traduire le plus possible d'ouvrages scientifiques en langues latines et à

organiser des colloques en ces langues. Une autre piste serait, à l'instar de ce qui se fait déjà avec le groupe de Bruges pour les télévisions européennes, l'achat groupé par les télévisions latines d'espaces sur les mêmes satellites. Une autre piste prometteuse serait de miser sur l'exploitation du vice le mieux partagé (la paresse) et d'accentuer les efforts de recherche dans le domaine de la traduction automatique (M. Rossillon, Union latine)... Reste à savoir si ces intentions seront suivies d'effets. Il faudra en tout cas beaucoup d'argent et encore longtemps des traducteurs... certains scientifiques présents ont affirmé qu'ils parvenaient à comprendre, à la limite, leurs collègues latins mais que, quand il s'agissait d'écrire, ils passaient à l'anglais !

Au rythme où vont les choses en matière d'info-routes, il ne faudra sans doute pas attendre longtemps pour avoir une réponse aux questions posées par ce colloque. Le plus difficile sera cependant de convaincre les hommes politiques, rivés sur les résultats de l'immédiat, de la nécessité d'une politique volontariste en matière de défense linguistique, politique nécessairement à moyen ou long terme. Mais nos partenaires latins ont, pour la plupart, déjà renoncé à traduire dans leur langue la mémoire collective qui est la nôtre désormais : les documents normalisant les produits et services entre pays.

De la nécessité de trouver de nouvelles alliances

Il semble évident que, suite à la chute du mur de Berlin, nous assistons à une nouvelle donne géopolitique, tout du moins pour la France. C'est ainsi que

l'Allemagne, forte de son nouveau poids démographique et des potentiels "proto-germanophones" d'Europe centrale, demande à ce que sa langue

soit davantage prise en considération. L'entrée récente de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (pays plutôt anglophiles) au sein de la CEE risque également d'y remettre en cause le relatif équilibre linguistique français/anglais.

Si l'on s'en tient à la théorie des cercles développée par M. Juppé lorsqu'il était au ministère des Affaires étrangères, force est de constater qu'en matière de politique linguistique, il devient urgent de se constituer de nouvelles alliances vers les pays latins de l'Union, alliances qui viendraient contrebalancer le poids jugé excessif du traditionnel axe "Paris-Bonn". Dès lors on est en droit de se demander de quels effets seront suivies nos propositions chez nos partenaires du "premier cercle". Dans la mesure où l'Espagne et (à part M. Vidal-Beneyto, en qualité d'ex-fonctionnaire de la CEE et dorénavant de l'UNESCO) le Portugal n'étaient que peu représentés (il est vrai qu'il y avait un colloque concurrent le même jour), et si l'on ajoute à cette sous-représentation l'amertume exprimée qu'a provoquée la proposition Lamassoure visant à réduire les langues de travail de l'Union européenne à l'anglais, à l'allemand et au français, on ne peut être que très sceptique quant à la réceptivité de nos partenaires du premier cercle...

Était-il par ailleurs bien adroit de proposer une alliance limitée aux seules trois phonies latines "impériales", excluant du même coup les autres latino-phones que sont les Italiens (leur seul représentant s'est exprimé en... espagnol) et les Roumains (un représentant de ce pays, présent dans la salle, a d'ailleurs fait remarquer son amertume) ?

Comment convaincre enfin nos alliés potentiels que sont les "petits dragons" à la nécessité de combattre l'uniformisation culturelle anglo-saxonne alors que cette "triade néo-latine" les excluait de façon implicite. Un représentant de l'Asie, présent dans la salle, s'est

d'ailleurs insurgé contre l'absence de son continent dans ce colloque et semblait en déduire que l'Europe et la latinité se résolvaient à ce que son continent fût une arrière-cour du Japon et une chasse gardée pour les États-Unis...

C'est sans doute auprès des Latino-Américains, largement représentés – il est vrai que beaucoup de délégations se trouvaient présentes à Paris pour la réunion CEE-groupe de Rio – que les thèses défendues par la francophonie auront emporté la plus grande adhésion. Reste à savoir s'ils se considèrent latino-américains (concept franco-français) ou bien "Ibéro-Américains".

Puisse donc ce colloque répondre aux souhaits de M. Toubon d'éviter le renoncement – cette "colonisation des esprits" selon M. Rossillon – face à ce que certains considèrent comme la fatalité de la langue unique. Puissent également être entendus les appels aux dialogues de notre ministre, dialogues qui seuls permettraient d'identifier les solidarités nouvelles face aux nouveaux défis. De par le simple fait qu'il ait eu lieu, ce colloque ouvre de nouveaux horizons de coopération et témoigne en tout cas du souci qu'a la francophonie d'adopter de nouvelles démarches. Si elle veut atteindre ses objectifs et convaincre ses partenaires il lui reste encore à se défaire de son image de "donneuse de leçons" et à faire chez elle ce qu'elle demande aux autres de faire...

L'idée de l'union latine n'est pas neuve, elle aura bientôt cent cinquante ans... Elle n'est cependant pas parvenue à emporter autre chose qu'un succès d'estime jusqu'à présent. Si l'on se penche sur son histoire, on s'aperçoit que c'est lorsque l'Espagne (lors de la perte des Philippines et de Cuba au bénéfice des États-Unis en 1898) et le Portugal (lors de l'Ultimatum britannique de 1890) ont vu leurs empires coloniaux menacés par l'impérialisme anglo-américain que

l'idée de l'union latine a remporté le plus d'adhésion. Reste à savoir si la menace

de l'uniformisation culturelle anglo-américaine contre nos empires culturo-linguistiques sera le déclencheur d'un nouvel élan de solidarité latine. L'avenir proche nous le dira.

Mai 1995

Patrick ZIMMERMANN